

Ces péruviens qui s'en vont, migrations internationales au Pérou, une évaluation

Aníbal Sánchez Aguilar¹

Après une réflexion sur les causes actuelles des migrations au Pérou, et un aperçu historique sur celles-ci –le Pérou fut d'abord une terre d'immigration- l'auteur aborde l'inversion du phénomène migratoire dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle puis il étudie les tendances de l'émigration péruvienne en 2006, à travers les statistiques disponibles : flux d'entrées-sorties de nationaux et d'étrangers, transferts monétaires de la balance des paiements. Sur les 16 dernières années 1.850.000 Péruviens auraient quitté le pays et le stock de résidents à l'étranger serait selon l'auteur de plus de 3 millions, soit près de 11 % de la population. Enfin 14 % des ménages péruviens bénéficieraient des envois de fonds des migrants.

Introduction

Dans l'histoire de l'humanité, après les grandes migrations l'homme est passé de nomade à sédentaire. Ces déplacements ont eu lieu sous toutes les latitudes, pour tous les peuples et toutes les civilisations. L'homme a parcouru la terre à la recherche d'une géographie pour survivre, d'un « espace vital » adéquat, les conditions environnementales et climatiques jouant un rôle majeur.

A l'heure actuelle, les migrations résultent plutôt de facteurs d'ordre économique et social. Le retard économique, les mauvaises conditions de vie, poussent la population et particulièrement les pauvres, à migrer. L'instabilité politique, la violence et la guerre favorisent également ces flux migratoires.

A cela s'ajoute aujourd'hui un facteur de caractère subjectif, une aspiration personnelle et un désir d'amélioration de sa situation propre qui deviennent

aussi des raisons d'émigrer. Cela concerne surtout des personnes qualifiées, des étudiants et des professionnels qui émigrent pour des meilleures conditions d'études et de vie. Cette fuite de « cerveaux » se manifeste de façon permanente, ils émigrent facilement et en grand nombre.

Au Pérou, un récent sondage auprès des étudiants, indique que 54,7 % d'entre eux ont le projet de quitter le pays. Parmi ceux ci, 49,7 % le feront pour étudier ou améliorer leur éducation, 31,4 % pour travailler ou améliorer leurs conditions de travail, 15,2 % ont indiqué qu'ils partiraient pour améliorer leur qualité de vie et 3,7 % pour entreprendre une affaire².

Au Pérou, comme dans beaucoup de pays, la migration internationale s'accroît en ce début du XXI^{ème} siècle avec le processus de globalisation. La globalisation a provoqué une grande circulation du capital financier, grâce aux progrès des télécommunications et de l'informatique et si elle peut aujourd'hui accélérer la croissance de certaines

¹ L'auteur Aníbal Sánchez Aguilar, doctorant en économie, est fonctionnaire de l'Institut National de Statistique et Informatique (INEI) du Pérou. Il a préparé cet article avec le soutien technique du statisticien Juan Trejo Bedón. L'auteur remercie les commentaires précieux et les recommandations de Víctor Lozano, statisticien et consultant de l'OIM du Guatemala.

² CEDRO Enquête sur 600 étudiants de trois universités de Lima-Pérou. Date : 3^{ème} semaine de septembre 2005. Publié par le journal La República le 09.01.2006.

économies, elle peut tout aussi rapidement et violemment disparaître demain, provoquant une crise en retour. Dans ce contexte le phénomène de globalisation a, bien évidemment, intensifié la mobilité du capital humain.

L'immigration est en pleine croissance, et va des économies moins développées vers les plus développées, du Sud vers le Nord. La population africaine et celle de l'Europe de l'Est cherche à entrer dans l'espace développé de la Communauté européenne. Les habitants de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud en font de même avec les Etats-Unis d'Amérique, que ce soit légalement ou illégalement.

En Amérique latine, il y a 120 millions de migrants qui représentent 2,5 % de la population totale. Le courant principal d'émigration va vers les Etats-Unis, mais l'on observe également un fort mouvement de colombiens vers le Venezuela, de boliviens et de péruviens vers l'Argentine, de brésiliens vers le Paraguay, de paraguayens et d'uruguayens vers l'Argentine, et enfin de péruviens et de boliviens vers le Chili.

Aujourd'hui, le phénomène migratoire concerne donc tous les pays du monde, et génère des coûts en matière de production et de démographie dans les pays fournisseurs de main d'œuvre mais aussi dans les pays récepteurs. Dans ces derniers, si l'intégration de la force de travail nécessaire au processus productif est bénéfique, cela peut d'autre part provoquer du chômage en prenant les postes de travail d'une partie de la population native.

Les pays émetteurs, de leur côté, perdent avec l'émigration une partie de leur force de travail et de leurs intellectuels, à la fleur de l'âge, aussi bien en matière de production que de fécondité. Cela ne sera pas sans effet sur la structure de la population comme sur la production et leurs évolutions futures.

En contrepartie à la sortie de cette main d'œuvre, apparaissent des envois de fonds¹ vers les pays émetteurs de main d'œuvre, fruits du travail des immigrants dans les pays d'accueil qui, après une période d'adaptation, envoient une partie de leurs revenus dans leur pays d'origine pour aider leur famille.

Dans ce contexte global, il n'est pas étonnant qu'au début de ce nouveau siècle au Pérou, pays sud-américain, ayant une économie en développement, avec de multiples problèmes sociaux, on observe une augmentation de l'émigration. Les péruviens cherchent d'autres horizons de travail. Les raisons fondamentales en sont le niveau de pauvreté très

élevé, le manque de travail et les bas salaires. Ce phénomène peut sembler a priori paradoxal dans le Pérou d'aujourd'hui en raison de la croissance économique qu'il connaît.

En effet, depuis 2002, la production péruvienne s'est accrue sur un rythme annuel de 4,9 %. A la fin de l'année 2005, le Pérou affiche un taux élevé de croissance du PIB de l'ordre de 6,7 %, occupant la quatrième place des meilleures croissances économiques du monde, après la Chine 9,9 %, le Venezuela 9 % et l'Argentine 8,6 %². La croissance au Pérou a été tirée par le secteur externe, les exportations de biens atteignant 17 milliards de dollars, en 2005, soit le triple des exportations d'il y a 10 ans.

Pour autant, les niveaux très élevés de pauvreté ne se sont pas réduits de manière significative. En 2001, la pauvreté totale du Pérou touchait 54,7 % des péruviens. En 2004, elle diminuait à 51,6 %, soit une baisse de 3,1 % sur la période³. Ainsi plus de 50 % de la population péruvienne est en situation de pauvreté, et, dès lors, quelle que soit la croissance du PIB, il n'est pas étonnant que les péruviens partent à l'étranger et que se crée ainsi un processus d'exportation de main d'œuvre et de cerveaux péruviens.

Les immigrants péruviens font la une des journaux partout dans le monde, qu'ils soient devenus célèbres, qu'ils trouvent la mort entre des mains xénophobes, comme récemment un étudiant péruvien en Russie, ou que ce soit de façon anonyme quand ils sont embauchés par certaines entreprises comme « vigiles » pour servir en Irak ou en Afghanistan, la violence quotidienne de la guerre leur permettant, certes, de faire vivre leur famille au Pérou, mais ce, dans une angoisse continuelle.

Comme on le verra dans la suite de cet article nous estimons le stock de péruviens résidents à l'étranger à 3 millions de personnes, soit près de 11 % de la population péruvienne, estimée quant à elle à 27.219.000 habitants. La majorité d'entre eux sont principalement aux Etats-Unis et beaucoup d'autres sont dans les pays voisins d'Amérique du Sud, une partie en Europe et les moins nombreux en Asie, Afrique et Océanie.

Ce sont le haut niveau de pauvreté, le manque de travail et les bas salaires qui sont les causes principales de l'émigration des péruviens. Le chômage est estimé à près de 9 % de la population active, et il faut tenir compte également du sous-emploi « invisible » touchant 39 % de la population

¹ *Remittances en anglais, Remesas en espagnol*

² *BCRP Nota : l'objectif d'inflation pour 2005 a de nouveau été atteint. Janvier 2006.*

³ *INEI Resultados de Pobreza 2001-2004*

active, c'est-à-dire les personnes qui occupent un emploi, qui sont salariés ou indépendants et qui travaillent normalement 35 heures ou plus par semaine, mais dont les revenus sont inférieurs au coût minimum des dépenses d'un ménage⁴.

Par ailleurs, la très forte inégalité dans la distribution des revenus et sa concentration entre les mains de quelques uns, n'ont pas été modifiées substantiellement au cours des trente dernières années, ce qui met en évidence un sérieux problème structurel. Dans la période 1971-72, 10 % des foyers les plus riches disposaient de 43 % du revenu total du Pérou, trente ans plus tard, en 2003-2004, ce décile des foyers les plus riches continue de bénéficier de 42 % du revenu total.

A l'inverse, dans la période 1971-72, 50 % des foyers les plus pauvres ont reçu 12 % du revenu national et ce pourcentage est passé à 16 % en 2003-2004. Ces chiffres en matière d'inégalités sont confirmés par l'évolution du coefficient de Gini qui, dans le cas du Pérou, était estimé à 0,53 dans les années 1971-72 et à 0,52 pour la période 2003-2004, ce qui révèle un problème d'inégalité chronique. Ces chiffres de la réalité péruvienne, mettent en évidence les faibles possibilités offertes à la majorité des péruviens, pour avoir de meilleures conditions de vie. Tous les motifs que l'on vient d'énumérer sont autant d'incitations à émigrer malgré les progrès enregistrés au Pérou au cours des dernières années.

Par ailleurs, le processus d'émigration des péruviens est en train de provoquer un flux croissant de transferts d'argent. Les ressortissants péruviens résidant à l'extérieur envoient au pays une partie de leurs revenus, produit de leur travail. Ces ressources reviennent à leurs parents directs, et accroissent le budget du ménage. Au cours des dix dernières années, le Pérou a reçu officiellement d'après la balance des paiements des transferts pour près de 8 milliards de dollars américains. L'année 2005 a elle seule, a enregistré des transferts pour 1,45 milliards de dollars, soit 2 % du PIB.

Au Pérou, comme dans de nombreux pays de l'Amérique latine, les transferts ont un impact très important sur les revenus des ménages et sur la structure de leur consommation, et ce d'autant plus qu'il s'agit de revenus quasi permanents.

⁴ NDLR *Le sous-emploi invisible ou sous-emplois de revenus « subempleo invisible o subempleo por ingresos » correspond aussi à la notion anglaise de « working poor »*

La migration externe péruvienne : un aperçu historique

Historiquement, le Pérou est d'abord un pays d'immigration. Entre le XVI^{ème} siècle et la moitié du XX^{ème} siècle, il a accueilli des vagues d'immigrants provenant d'Europe, d'Afrique et d'Asie. Depuis la conquête espagnole, la colonie et la vice-royauté ont reçu des flux importants d'espagnols ; les premiers furent les conquérants, entre 1492 et 1528, soit de l'arrivée de Christophe Colomb jusqu'à celle de Francisco Pizarre. Ce fut la plus grande émigration ibérique, celle des pionniers qui permit à la couronne d'Espagne de s'emparer d'immenses territoires, de richesses et de nouveaux marchés. Une seconde vague d'immigration espagnole arriva au cours du XVII^{ème} siècle. A la suite des conquérants, attirés par la propagande sur les richesses du Pérou, ils vinrent s'y établir mais contrairement aux précédents, ils fondèrent, organisèrent et développèrent les villes.

En 1630, la population de Lima était de 24.380 personnes dont 88 % étaient des immigrants : Espagnols (9.639), religieux (1.720) et Noirs (10.116). Les 12 % restants étaient des mulâtres (744), indiens (1.978) et métis (192)⁵. Parmi les immigrants arrivèrent un grand nombre de militaires, hommes de loi et religieux qui vinrent vivre et s'installer au Pérou. Parmi les religieux des Franciscains, des Dominicains et des Jésuites, lesquels seront, plus tard, expulsés du territoire péruvien.

Les Espagnols apportèrent au Pérou la main d'œuvre des esclaves noirs : avoir un, deux ou plusieurs esclaves noirs à son service était une marque de noblesse, de richesse et de pouvoir.

Selon les informations disponibles, entre 1492 et 1700, quelques 3 millions d'Africains furent arrachés à leurs terres pour devenir esclaves des conquérants de l'Amérique⁶.

Dans la Vice-royauté du Pérou, dans le port de Callao, les commerçants vendaient les Noirs au plus offrant, les nouveaux propriétaires les conduisaient dans leurs domaines où ils étaient employés avant de rejoindre, plus tard, les « répartitions » et « *encomiendas*⁷ » des conquérants et héritiers. Les

⁵ Rivera Sotomayor J. (2002), p 112

⁶ Rivera Sotomayor J. (2002)P 125

⁷ NDLR *Unité territoriale coloniale incluant à la fois les terres et les populations indiennes qui les occupaient « La cour d'Espagne, voyant que le Nouveau Continent se dépeuplait de manière rapide, introduisit un système de répartition des indiens dans des encomiendas. Les indigènes, dont la reine Isabelle avait vainement*

domaines avaient besoin de main d'œuvre : elle fut donc importée d'Afrique et utilisée dans les grandes propriétés foncières et les plantations de la côte, étant donné que la population indigène péruvienne avait été pratiquement anéantie par l'exploitation inhumaine et sauvage dont elle fut victime, dans les ateliers et les mines, à laquelle se surajoutaient les nouvelles maladies venues de l'Europe, et bien d'autres causes.

« L'historien Emilio Choy, nous offre des chiffres sur la débâcle démographique péruvienne : l'année 1525, l'empire Inca comptait 10 millions d'habitants, en 1555 la Vice-royauté du Pérou n'en avait plus que 8.200.000, entre 1570 et 1575, 8.000.000, en 1586, 1.800.000, en 1754, 613.000, en 1796, 609.000 ». Virgilio Roel, dans son *Historia Social y Económica de la Colonia* affirme: "dans les cent ans qui suivirent l'occupation espagnole au Pérou, il se produisit un dépeuplement si grand qu'il fut probablement l'un des plus importants de toute l'histoire de l'humanité, en temps de paix ⁸ ».

Au milieu du XIX^{ème} siècle, eut lieu l'immigration asiatique, on « importa » de la main d'œuvre chinoise, les « coolies » qui furent amenés au Pérou pour remplacer la main d'œuvre noire, suite à l'abolition de l'esclavage. Or, on avait besoin de force de travail pour l'agriculture, dans les cultures de canne à sucre, les cultures de coton, etc. Ces derniers prirent des racines dans le pays, de même que la cuisine orientale, « ... entre 1850 et 1874 on autorisa l'entrée au pays de 87.952 chinois, en qualité de « coolies », pour qu'ils fassent le travail qu'auparavant accomplissaient les noirs, c'est-à-dire, les plus exténués »⁹.

L'immigration étrangère au Pérou, européenne, américaine, asiatique, même si elle ne représenta nullement de grands volumes d'immigrants, comme dans d'autres pays voisins, laissa des traces à partir de la guerre de l'indépendance, vers les années 1830. Elle devint dynamique avec le boom du « guano » et l'exploitation du salpêtre, qui provoqua un essor économique dans le pays, créant un pôle d'attraction pour les immigrants Italiens, Anglais, Français, Allemands, Suisses, Polonais, Belges, Yougoslaves, Nord-américains, Palestiniens et Japonais qui arrivèrent sur nos côtes et formèrent les colonies étrangères du Pérou qui se mélangèrent, plus tard, avec les familles péruviennes.

proclamé la liberté, étaient jusqu'alors esclaves des blancs, qui se les agrégeaient indistinctement. Par l'établissement des encomiendas, l'esclavage prit des formes plus régulières. » Extrait de Alexandre de Humboldt, *Voyages dans l'Amérique équinoxiale*

⁸ Roel V. (1970), p. 113

⁹ Roel V. (1970), p. 245

La colonie italienne fut la plus nombreuse et la plus vigoureuse. La majorité de ses membres, qui provenaient de Ligurie, dans la région de Gènes, s'installa à Lima. En 1863, il existait déjà 341 affaires italiennes dans la capitale¹⁰. Initialement dans le négoce et l'épicerie, elles migreront vers la fin du XIX^{ème} et au début du XX^{ème} siècle, vers d'autres activités : l'industrie textile, les tanneries, les moulins, la fabrication de pâtes, le tabac, les boissons alcooliques, la production de vin, les hôtels et la banque.

Des Anglais, des Français, des Allemands et d'autres européens firent de même. L'immigration japonaise se manifesta vers les années 1899 et 1923, « ... près de 18.000 japonais arrivèrent en tant qu'ouvriers pour les grandes propriétés foncières de l'agro-exportation... Une seconde vague arriva entre 1924 et 1936. Cette dernière fut une immigration libre plus nombreuse que la précédente, dont les membres avaient l'intention de monter des affaires et d'investir dans notre pays »¹¹. Avec le XX^{ème} siècle, tout particulièrement dans sa première moitié, les immigrations européenne et japonaise devinrent importantes, jusqu'à la seconde guerre mondiale qui, avant et après son déclenchement et sa fin, apporta aussi son lot de réfugiés. De nombreux immigrants finirent par s'intégrer à la culture péruvienne, l'enrichissant de leurs caractéristiques propres pour lui donner une dimension d'espace multiculturel. Dans le recensement de 1981 on compte 66.925 étrangers résidents au Pérou. En 1993 leur nombre se réduit à 52.725. Puis croît à nouveau ensuite puisque, « en 2005, on estime un solde migratoire positif de près de 100.000 étrangers résidents au Pérou ».

Premières apparitions de l'émigration de péruviens vers l'extérieur

Dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle, le phénomène migratoire au Pérou s'inverse. L'immigration étrangère diminue et l'émigration péruvienne commence, le flux de péruviens allant vers l'extérieur s'accroissant. Ceux qui quittent le pays sont plus nombreux chaque année, et cette tendance persiste depuis cinquante ans. La situation économique et sociale du pays, marquée par des hauts et des bas, des hausses et des chutes du niveau de production, rythme évidemment les périodes où l'émigration s'accroît et celles où elle baisse.

¹⁰ « Lima Paseos por la Ciudad y su Historia ». Ed. Mónica Ricketts. *Guides d'Expreso*. 1995, p. 225

¹¹ Rivera Sotomayor J. (2002), p. 240

Au cours de cette période les villes grandissent, en particulier la capitale de la République, grâce à un processus de modernisation et d'industrialisation qui en fait un lieu d'attraction pour les émigrants de l'intérieur du pays. Des centaines d'entre eux envahissent Lima, provoquant une explosion démographique transformant celle-ci en une grande métropole. Le recensement de 1940 dénombre 828.298 habitants, en 1961 ils sont 2.031.051 Le recensement de 1972 enregistre 3.472.564 habitants et en 1981 atteint 4.745.877. En 1993, le chiffre passe à 6.386.308 et, en 2005 on enregistre 7.816.740 habitants ; 30 % de la population péruvienne habite à Lima.

L'absorption de la main d'œuvre rurale émigrante par l'industrie naissante de la seconde moitié du siècle fut peu importante étant donné le modèle hautement capitaliste d'industrialisation qu'a connu le Pérou. Une ceinture de pauvreté gigantesque s'est constituée dans la banlieue de Lima, et une partie de sa population a vu dans la migration externe une solution alternative à sa misère. Un processus soutenu d'émigration entre 1960 et 2005 en est résulté, avec différents pôles d'attraction : l'économie des Etats-Unis, l'économie argentine, l'essor de l'industrie pétrolière au Venezuela, puis plus tard, la croissance de l'économie chilienne, ensuite celle de pays européens comme l'Espagne et l'Italie, enfin le Japon.

Par ailleurs, dans les années 1980 à 2000, le Pérou fut le théâtre d'un processus de violence politique et de guerre interne, avec l'apparition du Sentier Lumineux, dont les actions se développèrent principalement dans les Andes péruviennes et le trapèze andin. De nombreux péruviens émigrèrent, fuyant la violence et cherchant du travail et de meilleures conditions de vie. Pour certains, fuyant la mort, on peut parler d'émigration forcée, touchant parfois des familles entières.

Les tendances de l'émigration péruvienne en 2006

Le Pérou ne possède pas de mesure statistique fiable du nombre de péruviens ayant émigré et résidant dans d'autres pays. Nous ne disposons que des chiffres provenant des registres administratifs de contrôle migratoire, sous la responsabilité de la Direction Générale de Migrations et Naturalisations

(DIGEMIN), relevant du Ministère de l'Intérieur du Pérou.

Cette source doit être prise avec une certaine réserve car elle provient d'un registre administratif dont l'objectif n'est pas de mesurer les migrations, mais de contrôler le transit de personnes, nationales et étrangères, aux différents postes de contrôle frontaliers. Elle nous donne cependant une idée de la tendance et l'ampleur du phénomène migratoire au Pérou. D'une manière ou d'une autre, ces données s'avèrent extrêmement utiles et sont les seules disponibles.

Les données présentées dans le Tableau 1, nous montrent qu'au cours des dix dernières années on a enregistré la sortie de 1.865.000 péruviens qui ne sont pas retournés au pays.

Ces données ont les limitations suivantes : i) elles ne tiennent pas compte des flux non enregistrés de péruviens qui évitent les registres de contrôle migratoire ; ii) le détail des soldes migratoires par nationalité peut concerner des groupes différents (personnes non enregistrées lors d'une entrée/sortie antérieure, nationalisés, bi nationaux) ; iii) les soldes migratoires enfin, ne coïncident pas conceptuellement avec la définition d'émigrants internationaux (étudiants à l'étranger, voyages supérieur à un an sans changements de résidence).

On sait, par exemple, par le suivi aux différents postes de contrôle aux frontières, que 50 %, en moyenne, des dites sorties sont réalisées à l'Aéroport International Jorge Chávez, 40 % par le poste de Santa Rosa de Tacna, à la frontière avec le Chili et par voie terrestre, 5 % par Desaguadero, à la frontière avec la Bolivie, 3 % sortent par le poste d'Agua Verdes, au Nord à la frontière avec l'Equateur, par voie terrestre également. Finalement, les 2 % restant partent par d'autres postes de contrôle migratoire.

Les données étudiées montrent que la migration nette péruvienne, dans la période 1990-2005, est négative et s'élève à -1.322.000 personnes, en considérant les soldes de péruviens et étrangers. Il est important de remarquer que les tendances des entrées/sorties, aussi bien pour les péruviens que pour les étrangers, sont similaires, et croissantes pour les deux flux et qu'on peut observer une plus forte dynamique dans les premières années du XXIème siècle (voir Graphiques 1 et 2).

Tableau 1 :
Pérou : Mouvements migratoires d'Entrées et Sorties, selon le type de mouvement et la nationalité, 1990-2005 :
(en milliers)

CUADRO N° 01
Perú : Movimientos Migratorios de Entradas y Salidas, según Tipo de Movimiento, 1990-2005
(En Miles)

Tipo de Movimiento	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004 P/	2005 P/	Total
Peruanos	620,5	700,3	724,3	868,1	952,9	1.043,3	1.002,8	1.120,9	1.271,1	1.160,2	1.515,8	1.384,1	1.737,6	2.741,0	3.718,0	4.233,5	24.794,3
Entradas	291,6	322,8	338,6	402,5	450,5	513,6	492,6	544,1	617,1	551,7	679,1	643,6	778,9	1.243,6	1.677,0	1.917,0	11.464,5
Salidas	328,9	377,5	385,7	465,6	502,3	529,7	510,2	576,8	654,0	608,5	836,7	740,5	958,7	1.497,3	2.041,0	2.316,5	13.329,9
Saldo	-37,3	-54,7	-47,0	-63,2	-51,8	-16,1	-17,6	-32,6	-36,9	-56,8	-157,6	-96,9	-179,8	-253,7	-364,1	-399,5	-1.865,4
Extranjero:	623,8	456,2	426,8	521,1	750,1	877,2	1.152,2	1.284,1	1.513,2	1.426,6	1.643,6	1.621,3	1.834,3	2.498,1	3.101,4	3.654,5	23.384,5
Entradas	316,9	232,0	218,2	271,9	386,1	444,1	584,8	649,3	771,1	726,6	828,3	824,9	933,6	1.287,0	1.613,8	1.875,5	11.964,1
Salidas	306,9	224,2	208,6	249,2	363,9	433,1	567,4	634,8	742,1	700,0	815,2	796,3	900,7	1.211,2	1.487,6	1.779,0	11.420,4
Saldo	9,9	7,8	9,6	22,7	22,2	10,9	17,4	14,5	29,0	26,6	13,1	28,6	32,9	75,8	126,2	96,5	543,8
Total	1.244,3	1.156,5	1.151,1	1.389,2	1.703,0	1.920,5	2.155,0	2.404,9	2.784,2	2.586,8	3.159,4	3.005,4	3.571,9	5.239,1	6.819,4	7.888,0	48.178,8
Entradas	608,5	554,8	556,9	674,4	836,7	957,7	1.077,4	1.193,4	1.388,1	1.278,3	1.507,5	1.468,5	1.712,6	2.530,6	3.290,8	3.792,5	23.428,6
Salidas	635,8	601,7	594,2	714,9	866,3	962,8	1.077,6	1.211,5	1.396,1	1.308,5	1.651,9	1.536,8	1.859,4	2.708,5	3.528,6	4.095,5	24.750,2
Saldo	-27,4	-46,9	-37,4	-40,5	-29,6	-5,2	-0,2	-18,1	-8,0	-30,2	-144,4	-68,3	-146,8	-177,8	-237,8	-303,0	-1.321,7

Nota: Cifras corregidas, con un ajuste a los datos de entradas de peruanos, considerando un subregistro en puestos de control fronterizo de Desaguadero y Aguas Verdes del 50%
P/ Cifras Preliminares.

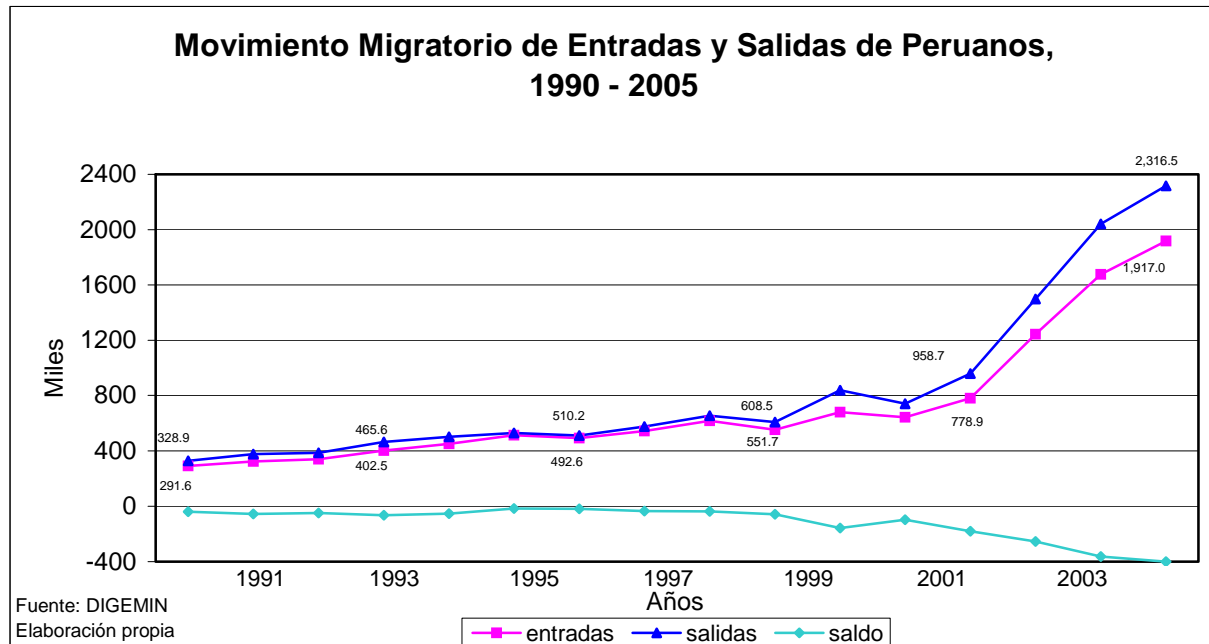
Fuente: DIGEMIN

Elaboración propia

P/ chiffres préliminaires

Source : DIGEMIN

Graphique 1 :
Mouvement Migratoire d'Entrées et Sorties de Péruviens 1990 – 2005 :



Source : DIGEMIN

L'examen du flux migratoires des seuls péruviens, montre tout d'abord, sur la période 1990-1995, coïncidant avec l'accroissement de la violence politique et la guerre interne subie par le pays, un solde négatif des entrées/sorties, de nombreux

péruviens quittant le pays et ne revenant pas. Cette situation se répète en 1998-2001, période durant laquelle l'économie fut touchée tant par le phénomène El Niño, que par les crises asiatique et brésilienne, et qui connut de sérieux problèmes

politiques débouchant sur la chute du régime de Alberto Fujimori, en 2000. Ce fut une période d'instabilité politique et économique qui entraîna, également, une émigration péruvienne plus forte.

Dans la période 2001-2005, l'émigration péruvienne s'accroît. La stabilité macro-économique et la croissance de la production péruvienne ne furent pas suffisantes pour retenir les nombreux péruviens qui voulaient quitter le pays, et l'on observe un fort accroissement des sorties.

Cette plus grande dynamique migratoire peut s'expliquer aussi par de meilleures conditions de transport et des coûts moindres, par l'amélioration des voies terrestres, mode alternatif au transport aérien, qui provoqua un plus grand flux d'entrées et de sorties aux frontières terrestres. Une autre raison est à trouver dans la volonté des familles d'envoyer l'un de ses membres à l'étranger.

C'est grâce aux économies de la famille que le départ d'un membre du ménage est possible. Ils

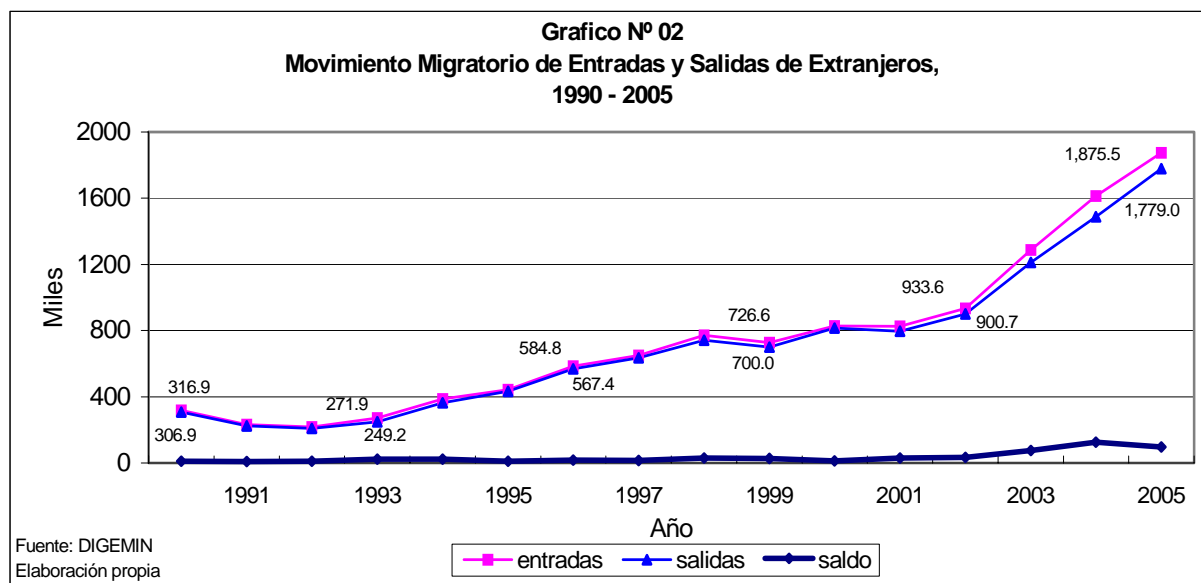
vendent, ils s'endettent, ils utilisent différentes manières pour constituer cette épargne. Mais jouent aussi la solidarité et le regroupement familial, l'émigrant installé à l'étranger faisant sortir, un par un, ses parents.

D'autre part, comme le montre le Graphique 2, le flux d'entrées et sorties d'étrangers s'accroît. Le Pérou est en effet un grand pôle d'attraction touristique, attirant un plus grand nombre de voyageurs d'autres nations.

De même, mais dans une proportion moindre, l'activité des entreprises étrangères à l'intérieur du pays, génère un flux de travailleurs, du secteur des mines, de l'agro-industrie, du textile, du commerce provenant de l'extérieur. Au cours des cinq dernières années, on observe un solde positif cumulé d'entrées nettes d'étrangers de l'ordre de 360.000 personnes, traduisant une croissance à moyen terme du nombre de résidents étrangers dans le pays.

Graphique 2 :

Mouvement migratoire – entrées et sorties d'étrangers 1990 -2005 :



Source : DIGEMIN

Caractéristiques des péruviens ayant quitté le pays

Compte tenu des limites de l'information disponible, on s'appuiera sur les données du mouvement migratoire péruvien de l'année 2003, car l'information est complète pour cette année. Sur l'ensemble des péruviens, sortis légalement ou illégalement, et qui ne revinrent pas, 57 % sont des hommes et 43 % des femmes. La majorité d'entre eux partent très jeunes, ce qui a un coût

très élevé pour le Pérou, tant en matière de fécondité que de productivité. 57,2 % des péruviens qui abandonnèrent le pays avaient entre 20 et 39 ans, 25,2 % entre 40 et 49 ans, 12,3 % 50 ans et plus, les 5,2 % restant avaient moins de 14 ans et partirent accompagnés de leurs parents.

Les causes de la sortie de jeunes péruviens peuvent être nombreuses mais l'une des principales est le manque d'emploi, le sous-emploi touchant fortement la jeunesse. Le taux de chômage, entre 14 et 24 ans, est de plus de 14,0 % de la population

active. De même, chez les femmes ce taux est élevé, atteignant 10 % de la population active. Dans le cas péruvien, le chômage s'accompagne d'un manque de qualifications, 64,3 % d'entre eux n'ayant fait au mieux que des études secondaires et 35,7 % seulement des études supérieures.

En outre, comme il est dit précédemment, le sous-emploi invisible (les « working poor ») touche, au Pérou, 39 % de la population active. A cela s'ajoute le sous-emploi visible, c'est-à-dire, les personnes travaillant moins de 35 heures par semaine pour de raisons involontaires, qui est estimé à 16 % de la population active¹².

Un grand contingent de péruviens sort du pays illégalement. Selon les calculs du Ministère des Relations Extérieures, 55 % de péruviens résidant à l'étranger sont en situation « irrégulière », c'est-à-dire qu'ils n'ont pas régularisé leur résidence dans le pays d'accueil. Ce fait doit être une préoccupation politique pour l'Etat. D'après des informations consulaires, chaque semaine un groupe de péruviens est arrêté à la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis. Selon les chiffres publiés : « ... en 101 jours, 100 péruviens voulant entrer illégalement aux Etats-Unis, ont été arrêtés. Généralement, ils sont détenus à la frontière, voyagent par l'Amérique centrale ou le Mexique et suite à leur capture sont refoulés »¹³.

Par ailleurs, de nombreux péruviens dans leur désir irrépressible de se rendre à l'étranger, tombent entre les mains de groupes de trafiquants de main-d'oeuvre qui leur assurent leur entrée aux Etats-Unis. Or, pour ce faire ils risquent leur vie et le peu de ressources qu'ils ont, et s'exposent en plus à bien d'autres risques.

Selon les informations issues du contrôle migratoire pour l'année 2003, sur le total des péruviens qui quittèrent le pays, 19,8 % consignérent être employés de service, vendeurs dans un commerce ou sur un marché, 13,1 % ménagères, retraités et mineurs, 10,3 % s'enregistrèrent en tant qu'employés, agriculteurs, ouvriers, 0,5 % en tant que fonctionnaires de l'Etat et les Forces Armées, 14,9 % indiquèrent d'autres occupations et, finalement, les 41,4 % restants seraient des professionnels qualifiés, des techniciens et des étudiants.

¹² NDLR : Le lecteur reconnaîtra ici les catégories d'analyse du marché de l'emploi : chômage au sens du BIT complété du sous-emploi invisible et du sous-emploi visible systématiquement étudiés dans les enquêtes 1-2-3. Ces enquêtes sont maintenant permanentes au Pérou.

¹³ « La pesadilla de buscar el sueño americano », numéro spécial du journal *El Comercio*, jeudi 15 décembre 2005.

Dans le dernier groupe, les professionnels qualifiés représentent 17 % du total de péruviens qui quittèrent le pays, et parmi ceux-ci 21,0 % sont ingénieurs, 12,8 % professeurs, 11,0 % spécialistes en gestion d'entreprises, 6,5 % médecins, 6,3 % avocats, 5,8 % comptables, 5,2 % économistes, 3,4 % infirmiers et 28,0 % d'autres professions. Ce groupe d'émigrants péruviens représente une grande perte pour le pays, non seulement par le coût de leur formation mais par le rôle qu'ils pourraient jouer dans le pays. L'Etat a comme tâche fondamentale de retenir ou encourager le retour desdits péruviens au sein de la patrie.

Estimation du nombre de péruviens à l'étranger

La croissance de l'émigration péruvienne, au cours des 50 dernières années, a créé un stock très important de péruviens vivant à l'étranger. Notre estimation, basée sur les calculs détaillés ci après, les évalue à 3.020.833. Ils seraient principalement aux Etats-Unis, 50,6 % ; en Argentine 7,8 % ; 6,3 % au Venezuela ; 6,1 % en Espagne ; 5,7 % en Italie ; 4,3 % au Chili ; 3,7 % au Japon ; 3,1 % en Bolivie ; 2,1 % en Equateur et 1,5 % au Mexique et, le 8,8 % dans d'autres pays. Cette distribution est établie en fonction des informations fournies par le Ministère des Relations Extérieures pour l'année 2005.

Pour estimer le stock de péruviens à l'étranger, on a utilisé des données en provenance de deux sources : le flux des transferts monétaires, issus des données officielles de la Banque Centrale qui les enregistre en balance de paiements et les moyennes calculées par l'OIM pour les pays andins, pour l'année 2004 en ce qui concerne i) le pourcentage de la population migrante qui envoie des fonds ; ii) le montant moyen des envois de fonds, et iii) nombre moyen d'envois.

Le calcul part du fait que 30 %, en moyenne, de péruviens à l'extérieur envoient des fonds au pays, ensuite, qu'ils le font avec une fréquence de 8 fois par an, et finalement, que le montant moyen de chaque envoi est de 200 dollars américains. Comme le montant des transferts des migrants en balance des paiements est de 1.450.000.000 dollars pour 2005, on en déduit (voir Tableau 2, ligne 5) le nombre de péruviens qui envoient des fonds, soit 906.250.000 personnes et, partant, le stock de résidents à l'étranger : 3.020.833.

La population totale du Pérou, en 2005, étant estimée à 27.219.000 habitants on voit que le transfert moyen reçu de l'étranger est de 53,3 dollars américains par habitant.

Enfin, si l'on associe à chaque expéditeur un ménage récepteur, on peut estimer que 14,3 % des ménages au Pérou bénéficient de transferts

extérieurs, sur la base d'une moyenne de 4,3 personnes par foyer.

Tableau 2 :

Pérou : estimation du stock de péruviens à l'étranger, 2005 :

Variabes	Valeurs absolues	Observations
Transferts en balance des paiements	1.450.000.000 US\$	Calcul de la BCRP
Pourcentage de la population émigrée transférant des fonds	30 %	Estimation de l'OIM pour les pays andins (2004)
Transferts unitaires moyen	200 US \$	Estimation de l'OIM pour les pays andins (2004)
Nombre moyen d'envois	8 fois l'an	Estimation de l'OIM pour les pays andins (2004)
population émigrée transférant des fonds	$1.450.000.000 / (200 \times 8) = 906.250$	Péruviens émigrés qui envoient des fonds
population péruvienne émigrée	$(906.250 \times 100)/30 = 3.020.833$	Péruviens émigrés résident à l'extérieur
Pm : Population péruvienne	27.219.264 habitants	Calcul de l'INEI
Pm : Transferts par habitant	53,3 US \$	

Source : INEI, BCRP, OIM (« *Medición de la Emigración Internacional y Volumen de Remesas Recibidas en los Hogares de los Países de la Comunidad Andina de Naciones* » - Document de travail III Réunion d'Experts Gouvernementaux en Statistiques sur Migrations dans la Communauté Andine, 7 au 9 déc. 2005 – Quito – Equateur).

Calculs de l'auteur.

Ce calcul est évidemment très grossier. C'est pourquoi il est nécessaire de faire un suivi et de calculer avec plus de précision le nombre exact de péruviens résidant à l'étranger, leurs caractéristiques de vie et d'emploi... L'Institut National de Statistique et Informatique (INEI) du Pérou a réalisé, dans le cadre des activités du recensement permanent 2005, une enquête sur 382.671 ménages dans laquelle on a inclus sept questions concernant la migration externe et les envois de fonds. Son exploitation nous permettra de recalculer le nombre de péruviens résidant à l'étranger, de connaître le nombre de ménages ayant des membres à l'extérieur, l'expérience migratoire des ménages et les récepteurs de transferts.

On obtiendra ainsi le cadrage suffisant pour exécuter une enquête spéciale, qui aura lieu en 2007, et qui fera partie d'un projet des pays de la Communauté Andine des Nations, avec le soutien de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM).

Cette enquête permettra d'estimer le nombre de ressortissants péruviens à l'étranger, la caractérisation socioéconomique des ménages ayant des migrants, l'effet produit par les transferts sur la pauvreté, ainsi que la valeur, l'usage et l'impact de ces sommes d'argent sur les dépenses des ménages.

Le flux économique : capital humain et transferts monétaires

L'émigration péruvienne croissante des dernières années, représente une grande perte de capital humain pour le pays ; or, cette force intellectuelle et de travail fera défaut, à moyen et long termes, aussi bien dans le domaine productif que démographique, étant donné la tranche d'âge de haute fécondité des émigrants. Ainsi, au cours des seize dernières années, plus de 1.800.000 péruviens ont quitté le pays sans y revenir, (voir Graphique 4), à un rythme fortement croissant en fin de période.

Graphique 4 :
Solde départ – arrivées de péruviens 1990 – 2005



Source : DIGEMIN

Evolution des transferts en provenance de l'extérieur

La tendance croissante de l'émigration de péruviens provoque, en retour, un flux croissant des transferts en provenance de l'extérieur. Les dix dernières années près de 8 milliards de dollars américains ont été ainsi envoyés au pays, (voir Graphique 5). L'année 2005, 1,45 milliards de dollars sont arrivés par les voies normales, représentant près du 2 % du PIB du Pérou, ce d'après le calcul officiel des transferts courants figurant dans la balance des paiements. Selon des études des organisations internationales, si l'on ajoute aux données officielles les montants non enregistrés, la somme doublerait presque. Une étude présentée à Lima, sous la direction de la BID, indique que les transferts en 2005 seraient de 2,495 milliards de dollars.

Les transferts monétaires ont la particularité d'accroître la disponibilité de devises quand les

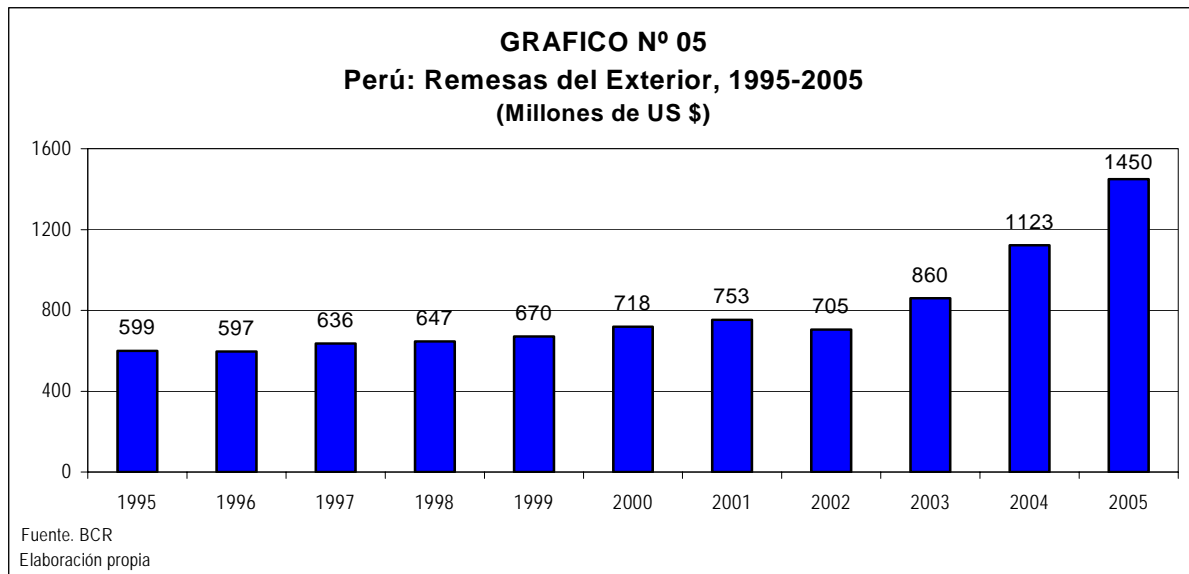
transferts en nature de leur côté, économisent des devises. Les transferts en nature, comme par exemple de mobilier de maison ou d'autres articles ménagers sont enregistrés, partiellement, comme des importations (sans paiements).

Par ailleurs, étant donnée la croissance du flux migratoire et donc du flux des transferts qu'il engendre, il devient nécessaire d'en évaluer l'impact macro-économique à court et moyen terme, comme ses effets sur la comptabilité nationale, sur le système financier, sur la distribution des revenus, sur la création d'emploi et sur la diminution du taux de pauvreté.

Les transferts prennent une importance économique équivalente à celle des autres variables macroéconomiques majeures liées à l'extérieur comme les exportations ou l'investissement direct étranger.

Graphique 5 :

Pérou : transferts enregistrés en provenance de l'extérieur, 1995 – 2005
(En millions de US \$)



Source : BCR

On estime qu'en 2005, dans le monde, les transferts de migrants enregistrés officiellement dépasseraient les 232 milliards de dollars, dont 167 milliards seraient destinés aux pays en développement. Ces envois de fonds permettent aux familles d'améliorer leur consommation de base, leur éducation, leur santé et leur logement. Dans certains cas, ils permettent la constitution du capital productif permettant aux ménages une activité informelle ou artisanale. Selon les études de la Banque mondiale, basées sur des enquêtes auprès des ménages dans les années 1990, les envois de fonds des migrants ont contribué à une réduction de 11 % de la pauvreté en Ouganda, de 6 % au Bangladesh et de 5 % au Ghana.

Dans certains pays en développement le poids de ces transferts sur le PIB est très important, comme par exemple au Guatemala, 10 %, en Haïti, 17 %, et en Somalie, 40 %.

Dans le cas du Pérou les transferts des migrants prennent une importance croissante, et même s'ils ne représentent qu'un chiffre proche au 2 % du PIB aujourd'hui, leur impact sur la diminution du nombre de pauvres pourrait être important dans l'avenir.

La politique de l'état

Face au flux migratoire croissant vers l'extérieur, l'Etat péruvien se doit de réagir. Il est nécessaire de mettre en place des politiques internes qui

favorisent le maintien des péruviens au pays, tant en matière d'emploi que d'éducation, et encourager le retour de ceux qui ont émigré.

L'Etat doit aussi porter une attention particulière aux péruviens résidant à présent dans différentes villes du monde mais qui ont besoin d'aide pour surmonter les multiples problèmes qu'ils doivent affronter dans leur nouveau lieu de résidence, depuis la démarche administrative la plus simple auprès des ambassades et consulats, jusqu'aux demandes de résidence et de régularisation.

Quant à la question des transferts, il faut encourager la création de mécanismes et d'actions facilitant les envois des fonds, et particulièrement l'épargne, l'investissement, et la construction de logements. La politique publique doit contribuer à orienter les transferts vers des activités rentables pour les ménages, tels que, la formation pour le travail ou pour l'investissement productif.

L'Etat doit par ailleurs créer des mécanismes d'aide fiscale afin d'encourager le retour des péruviens de l'étranger.

Conclusions

Au cours du présent travail nous avons montré que l'émigration péruvienne est un phénomène en croissance nette en utilisant les statistiques de flux de personnes avec l'extérieur et les transferts de la balance des paiements. Sur les 16 dernières années 1.865.000 péruviens ont quitté le pays. Le stock de

péruviens résidant à l'étranger est estimé à 3 millions de personnes et, selon les registres officiels au cours des dix dernières années, environ 8 milliards de dollars ont été transférés au pays.

La sortie des péruviens à l'extérieur s'explique par la situation économique et sociale défavorable, les hauts niveaux de pauvreté et d'inégalité, le manque d'emplois et les bas salaires. Elle rencontre également les aspirations personnelles, notamment des plus jeunes. Le phénomène de la globalisation encourage et facilite le processus migratoire, les espaces géographiques s'intègrent et les frontières s'ouvrent, comme c'est le cas de la Communauté Andine des Nations et des autres pays sud-américains, ainsi que de la Communauté Européenne.

Ceci ne veut pas dire que les pays développés ne conservent pas leur politique restrictive face aux migrations, or cette question n'est pas abordée par les traités de libre échange alors qu'elle devrait faire partie intégrante des discussions. Il reste que les pays développés sont les principaux récepteurs de ce flux croissant de migrants qui arrivent sur le marché du travail, légalement ou illégalement.

Quant à la question du suivi statistique, il y a de grands progrès à accomplir. L'une des principales

conséquences du présent travail est la nécessité d'améliorer les méthodes et les techniques pour mesurer le phénomène migratoire péruvien sous ses différents aspects, du volume de l'émigration internationale, aux caractéristiques des ressortissants péruviens à l'étranger, et au volume des envois de fonds reçus, et leurs effets sur la dépense des ménages et sur le taux de pauvreté et la distribution des revenus. Et au-delà il faut estimer l'impact macroéconomique de ces transferts, tant dans le domaine financier qu'en terme d'emplois.

Des projets statistiques se développent actuellement au Pérou dans ce domaine : on a déjà cité le cadastre, à partir de l'Enquête continue 2006, des ménages comprenant des émigrants dans leur sein ou dans leur environnement proche, et l'élaboration de l'Enquête spéciale auprès des ménages d'émigrants pour 2007, où l'on analysera le nombre d'émigrants péruviens et leurs caractéristiques principales, le flux des transferts, en terme de montants et de fréquence, et leur impact sur les dépenses du foyer et, finalement, leur qualité de vie et leur taux de pauvreté. Par ailleurs, l'on ne doit pas laisser de côté le suivi des registres administratifs du contrôle migratoire qui nous apportent des éléments quantitatifs précieux pour le suivi et l'analyse des migrations.

Références Bibliographiques

Amat y León C. et Vásquez Chiguán J. (2005), « Cambios Socioeconómicos de los Hogares 1971-72, 2003-04 », INEI, Novembre.

INEI (2005), Rapport sur l'emploi N° 12, Septembre-Octobre.

INEI (2006), « Evolución del Movimiento migratorio Peruano, Diciembre 1995 », Rapport Technique N° 2, Février.

INEI (2006), Note de presse N° 3, Janvier.

INEI (2006), Rapport technique IndEco N° 2, Février.

INEI, Población Censada registrada en los Censos Nacionales de los años : 1940, 1961, 1972, 1981, 1993 et 2005.

IOM (2004), Encuesta sobre Impacto de Remesas Familiares en los Hogares Guatemaltecos.

IOM (2005), « Medición de la emigración internacional y volumen de remesas recibidas en los hogares de los países de la Comunidad Andina de Naciones (CAN), Document de travail, III^e Reunión d'Experts Gouvernementaux en Statistiques des Migrations dans la Communauté Andine, Décembre.

IOM, « Flujos Migratorios y Remesas en América Latina y el Caribe », in World Migration 2005 : Costs and Benefits of international Migration., p 23.

MIF – FOMIN (2005), « Encuesta de Opinión Pública Receptores de Remesas en Perú », Lima, Décembre.

Ministère des Relations Extérieures – Secrétariat des Communautés péruviennes à l'étranger, « Estadísticas de los Peruanos en el Exterior », *Cahiers de Gestion*, Vol. 2.

Ratha D. (2005), « Remesas Oxígeno para el Desarrollo », *Finances & Développement*, Décembre.

Ricketts M. (ed.) (1995), « Lima Paseos por la Ciudad y su Historia », Guides d'Expreso, p 225.

Rivera Sotomayor J. (2002), *El Perú en los tiempos modernos*, Edición. Epena,

Roel V. (1970), *Historia social y económica de la colonia*, Editorial Gráfica Labor.